

MADE IN

Fabrication de vêtements de travail pour les administrations publiques. Traçabilité et garanties

MARROC

*Synthèse de l'étude
"Made in Morocco"
coordonnée par Albert
Sales et Eloísa Piñeiro
dans le cadre du projet
NETWORKWEAR avec
le soutien financier de la
Commission européenne.*



Un projet coordonné par:

**net
work
wear**
for
well-dressed
cities

achACT
actions
consommateurs
travailleurs

Setem



Depuis la fin des années 1980, le Maroc est un centre important de fabrication du textile et de l'habillement pour le marché européen. Les vêtements sont confectionnés dans les zones industrielles de Rabat, Tanger et Casablanca pour une grande variété d'entreprises allant des PME familiales aux géants de la mode.

Plusieurs milliers d'emplois ont été créés dans l'industrie du textile et de l'habillement mais les conditions de vie des employés sont particulièrement difficiles: des semaines de travail pouvant atteindre 76 heures, des salaires inférieurs à la fois au minimum légal et au seuil de pauvreté, un très fort pourcentage de femmes sans contrat ni aucune protection sociale et des conditions de travail insalubres.



Avec la mondialisation croissante des chaînes d'approvisionnement, quel contrôle ont les administrations publiques européennes sur les fonds publics pour éviter qu'ils ne soient investis dans des vêtements fabriqués dans des conditions abusives ?

Pouvons-nous connaître l'origine des uniformes qui sont achetés avec l'argent public ?

Dans quelle mesure les fournisseurs des administrations publiques peuvent-ils garantir que leurs produits ne contribuent pas à l'exploitation des travailleurs marocains ?

L'INDUSTRIE DU TEXTILE ET DE L'HABILLEMENT AU MAROC

- L'habillement et le textile sont le principal secteur d'activité industriel du Maroc et représentent environ un tiers des exportations du pays. Les usines et ateliers du secteur emploient 40% des travailleurs de l'industrie et génèrent 66% des emplois féminins.

Exportations marocaines de produits manufacturés en millions de DH. Comparaison 2009 - 2010

Secteur	2009	2010	Evolution 2010-2009	
	Valeur MDH	Valeur MDH	Valeur MDH	%
Vêtements	17.796	17.793,8	-2,2	-0,0
Bonneterie	6.460,5	6.978,8	+518,3	+8
Chaussures	2.314,7	2.372,5	+27,8	+2,5
Textile	829,1	1.658	+828,9	+100
Vêtements cuir et maroquinerie	444,4	495,5	+51,1	+11,5
Automobile	1.684,4	1.826,3	+141,9	+8,4
Électronique	9.195,3	13.846,5	+4.651,2	+50,6
Autres produits de consommation	4.261,1	5.037,6	+776,5	+18,2
Autres produits finis d'équipement	6.166,6	8.218,6	+2.052	+33,3

Source : Royaume du Maroc, Office des Changes – Commerce extérieur du Maroc – Edition Provisoire 2010

- Au Maroc, comme dans tous les nouveaux pays industriels, les travailleurs originaires des zones urbaines et périurbaines durement frappées par la pauvreté et le chômage constituent la principale source de main-d'oeuvre des usines.
- Cela favorise l'acceptation de conditions de travail précaires et l'apparition de lieux de travail informels en marge des grandes usines. Les viviers de travailleurs potentiels sont principalement alimentés par la migration des ruraux vers les villes, qui s'explique dans une grande mesure par la dynamique politique et économique en milieu rural.

TRAITÉS INTERNATIONAUX DE LIBRE ÉCHANGE ET POLITIQUES PUBLIQUES

C'est une pratique très répandue chez les employeurs des zones industrielles de Tanger de retenir les cotisations de Sécurité sociale sur les salaires des travailleurs sans pour autant les reverser aux autorités compétentes. C'est une autre façon de réduire leur salaire. Les employés pensent être protégés en cas d'arrêt maladie ou de chômage mais, lorsqu'ils tentent de faire valoir les droits qu'ils ont acquis, ils se rendent compte qu'ils ne sont pas inscrits sur les listes de la Sécurité sociale.

Lors d'un entretien réalisé en mai 2009, nous avons exposé ce problème à un responsable de la Sécurité sociale de Tanger. Voici sa réponse: "Il vaut mieux ignorer ces situations. Au final, les gens ont un emploi et, si nous commençons à poursuivre les entreprises qui ne sont pas en règle, elles partiront vers des pays moins stricts". Précisons qu'à ce moment-là, le responsable a brusquement mis fin à l'entretien et a refusé d'être nommé dans une quelconque étude ou publication.

- Bien que le Maroc ait signé le traité de libre échange avec les États-Unis en 2004, 96 % des exportations marocaines de vêtements sont destinées au marché européen. L'orientation des politiques publiques en matière d'exportations est claire au vu des relations entretenues avec les investisseurs étrangers. L'objectif des administrations publiques et des responsables politiques est de créer des emplois dans l'industrie et d'attirer des investisseurs.
- Le système d'inspection du travail et la Sécurité sociale placent ces objectifs avant le respect de la législation nationale en vigueur. Les services de l'emploi ont autorisé des pratiques frauduleuses et l'exploitation des travailleurs sous prétexte qu'imposer, aux industries émergentes, une ligne de conduite inflexible et intransigeante ne peut qu'aboutir à l'exode des investisseurs.



*Rencontre internationale de travailleuses
(Tanger, du 10 au 15 Février 2011)*

RESPONSABILITÉ SOCIALE D'ENTREPRISE ET NON RESPECT DES CODES DE CONDUITE

- Ni l'adhésion d'une entreprise internationale à un code de conduite, ni la réalisation d'audits ne garantissent le respect des normes de travail fondamentales. Encore faut-il que l'entreprise s'engage effectivement dans la mise en conformité de ses filières et utilise des méthodes de contrôle appropriées.
- En 2004, la recherche de terrain (Looking for a quick fix¹) menée par la Clean Clothes Campaign en Inde, au Kenya, en Roumanie, au Bangladesh, au Pakistan, en Indonésie et au Maroc a permis de documenter l'incapacité du système d'audit social à limiter les stratégies anti-syndicales et à garantir le droit à la négociation collective, le respect des horaires de travail et le paiement d'un salaire minimum:

“Si un système de contrôle ne tient pas compte des organisations de travailleurs et n'intègre pas de mesures pour la détection des problèmes et des manquements entre les audits, il est impossible de vérifier si les registres contrôlés reflètent la réalité ou de déceler l'existence d'activités anti-syndicales. Lorsque les méthodologies des sociétés d'audit prévoient des entretiens aléatoires avec des travailleurs, les employeurs sèment la peur parmi les personnes susceptibles d'être interrogées. Ils leur font comprendre qu'elles pourraient perdre leur emploi si, suite à des résultats d'audit peu favorables, le client décide de rompre sa relation avec l'usine”



“Les travailleurs reconnaissent que les employeurs les effraient pour qu'ils ne discutent pas de leurs conditions d'emploi avec des étrangers”

Un technicien spécialisé dans la réparation de machines à coudre et très actif à l'UMT (Union Marocaine du Travail) nous a révélé en mai 2009 que l'un des entrepôts de son usine, situé dans le complexe industriel de Mghougha, était destiné à écouler et à recevoir les commandes de deux ateliers de production complémentaires. Selon cet employé, “quand il y a beaucoup de travail, une partie de la fabrication est confiée à deux ateliers situés à proximité. Les employés de ces ateliers n'ont ni contrat ni couverture sociale. Il est arrivé que le propriétaire de notre usine m'envoie là-bas pour réparer des machines, donc je suppose que les deux entreprises ont des relations très étroites

- Les propriétaires d'usines choisissent d'avoir un effectif réduit de travailleurs. Les heures supplémentaires sont donc indispensables lorsque le travail s'accumule, ce qui est très souvent le cas.
- Les travailleurs n'étant pas protégés, cela se traduit par des journées de travail longues et non planifiables. Ces horaires imprévisibles limitent considérablement la capacité des employés à décider de leur vie familiale et de leur engagement syndical ou associatif.
- L'excès d'heures et l'impossibilité de planifier sa journée empêchent la tenue de réunions et de rencontres qui favoriseraient l'organisation collective et la négociation syndicale.
- Si, en dépit des longues journées de travail, les ressources humaines ne suffisent pas, les employeurs sous-traitent une partie du travail à d'autres ateliers qui complètent la production, alors même que la plupart des entreprises étrangères l'interdisent de façon explicite dans leurs contrats. Les audits sociaux effectués dans les usines des fournisseurs n'ont pas accès à ces ateliers, dont ils ne soupçonnent même pas l'existence.

PRECARITÉ DE L'EMPLOI ET FEMINISATION DE LA PAUVRETÉ

- L'habillement est le premier secteur d'activité industriel au Maroc et 70 % des emplois sont occupés par des femmes.
- Avec les corvées domestiques, les femmes, mariées ou célibataires, sont obligées de faire des journées doubles. Si on y ajoute les heures supplémentaires, elles manquent cruellement de temps pour avoir une vie personnelle et se projeter dans l'avenir, par exemple en poursuivant leurs études ou en militant dans un syndicat en faveur de leurs intérêts au sein de l'entreprise.

“À cause des longues journées de travail, les femmes n'ont pas le temps de s'occuper de leurs enfants ni d'être avec leurs familles. Un grand nombre d'entre elles finissent par souffrir de dépression ou d'autres maladies. (...) Il y a aussi des cas de fausses-couches dans les usines car les femmes enceintes travaillent au même rythme que les autres.(...)”

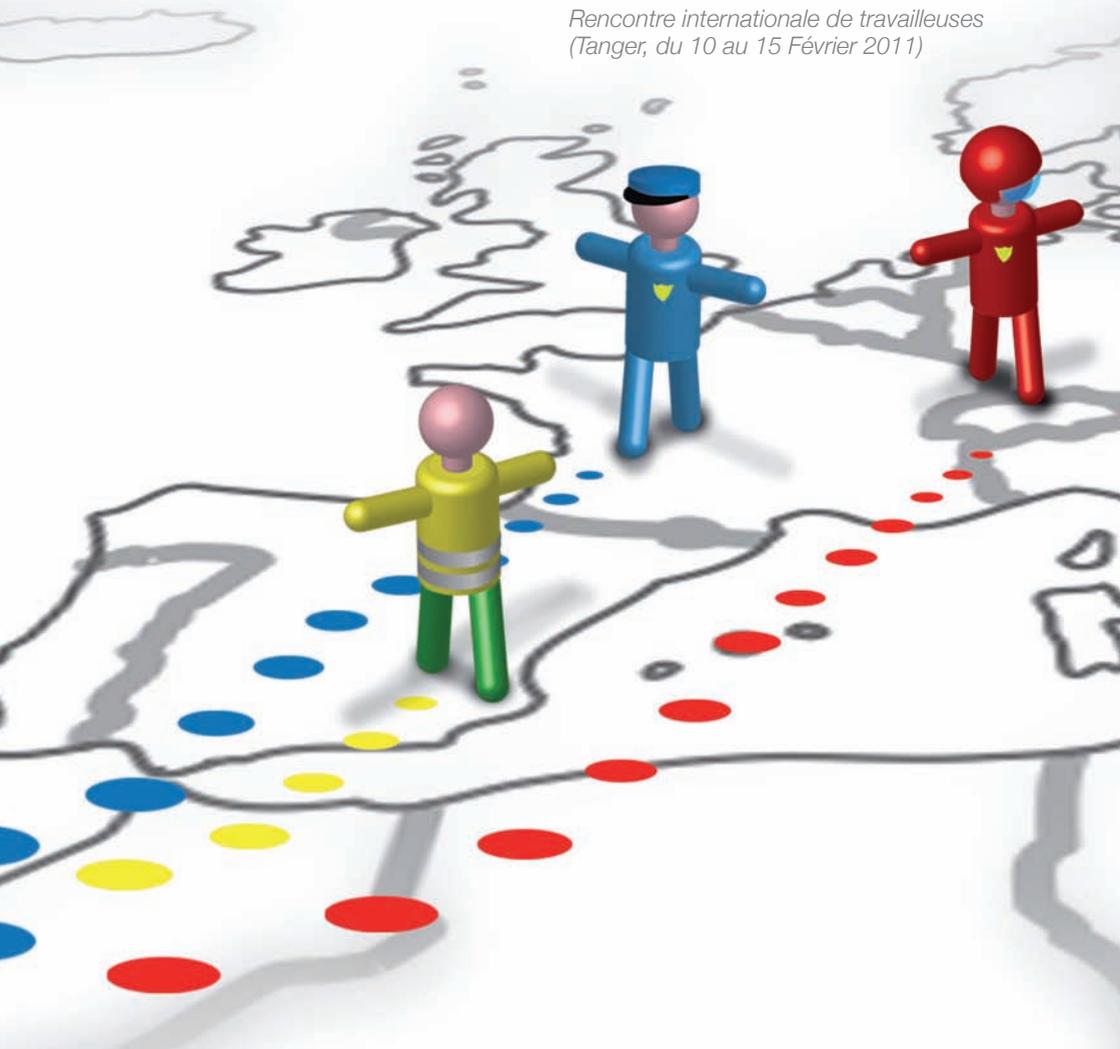
Fatima Lamah, syndicaliste dans le secteur textile à Tanger

“La journée de travail légale est de huit heures, mais personne ne la respecte. Certaines femmes travaillent même quinze heures par jour. Dans les petites usines, les patrons disent que le client est roi. Autrement dit, si le client passe une commande pour tel ou tel jour, ses besoins passent avant nos droits d’employés”.

Fatima Lamah, syndicaliste dans le secteur textile à Tanger



*Rencontre internationale de travailleuses
(Tanger, du 10 au 15 Février 2011)*



ÉTUDE DE CAS TRACABILITÉ DES VÊTEMENTS DE TRAVAIL FABRIQUÉS À TANGER POUR DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

- Les uniformes ou vêtements de travail portés par les employés municipaux en charge de l'entretien ou du jardinage, les pompiers ou la police, entre autres corps de métier, sont composés d'articles confectionnés par des entreprises ayant des filières de production internationales et des fournisseurs délocalisés. Au travers de cette étude de cas, nous avons essayé de retracer l'origine des vêtements achetés par un groupe d'administrations publiques soumises à la directive européenne sur les marchés publics, avec l'intention d'identifier les ateliers et les usines qui fabriquent ces vêtements pour elles dans la région de Tanger.
- Lors des conversations que nous avons eues avec les employés des usines espagnoles au Maroc, nous n'avons identifié aucune violation claire et systématique de la législation du travail marocaine. Les travailleurs s'y sont cependant plaints d'avoir connu des périodes d'heures supplémentaires excessives et non prévues. Deux travailleurs ont confirmé l'existence, au cours de l'année, d'au moins quatre périodes de plus de deux semaines au cours desquelles ils avaient pratiquement atteint 60 heures hebdomadaires. Les personnes interrogées ont déclaré qu'elles étaient payées 11 Dh Dirham de l'heure, un salaire légèrement supérieur au Salaire minimum interprofessionnel garanti et qui correspond à 210 euros environ par mois.
- Comme dans la mode, ce sont les plus grandes entreprises qui ont formellement mis au point des plans d'action plus complets en matière de responsabilité sociale d'entreprise. Les fabricants ou distributeurs de petite taille n'en ont pas vu la nécessité sur un marché où les consommateurs ne demandent aucune garantie de responsabilité.
- Parmi les 26 entreprises analysées, y compris des usines détenues par des Espagnols, seules 5 avaient un code de conduite et 3 avaient obtenu le certificat SA8000 qui soumet la chaîne d'approvisionnement à une forme de contrôle externe basé sur des audits sociaux.
- Dans les usines marocaines qui fournissent des entreprises espagnoles, la journée de travail est généralement de neuf heures du lundi au samedi, la semaine de travail totalisant habituellement 54 heures. Même si les travailleurs déclarent qu'ils sont avertis un ou deux jours à l'avance, les heures supplémentaires sont excessives et obligatoires. Les pics de travail durent environ deux semaines et se répètent à deux ou trois mois d'intervalle. Pendant ces périodes de forte production, les semaines de travail peuvent atteindre 72 heures, sans interruption ni le dimanche ni les jours fériés. Les salaires des travailleurs que nous avons interrogés fluctuaient de 8 Dh à 10 Dh de l'heure, mais toujours en dessous du salaire minimum interprofessionnel garanti.

TANGIER

“ Être au SMIG (210 euros par mois), c’est très bien si tu ne dois pas payer un loyer. Une maison même modeste à Tanger peut coûter presque 200 euros par mois”

*Saida, employée dans la confection.
Tanger, février 2011*

“ Les conditions ne sont pas mauvaises. Je travaille neuf heures par jour, du lundi au samedi. Les heures supplémentaires sont obligatoires mais ils nous le disent la veille, donc nous savons que nous quitterons le travail plus tard. Et ils nous payent 8 Dh de l’heure. Si je compare ces conditions à celles que j’ai connues dans le passé, elles ne sont pas si mauvaises”.

*Salma, employée dans la confection.
Tanger, février 2011*



chkach

Vacuum Oil

Tunny Cannery

C. MENDELSON

RECOMMANDATIONS

Recommandations destinées aux administrations publiques qui achètent des vêtements de travail et des uniformes

Demander aux fournisseurs des administrations publiques qu'ils fournissent des informations sur leur chaîne de production. Nous, consommateurs, avons besoin d'informations pour pouvoir prendre des décisions. De la même façon que des données techniques sont obligatoires pour les appels d'offre sur les marchés publics, on pourrait exiger des données sociales ou une traçabilité géographique. La transparence de filière est un élément indispensable à l'exercice de la défense des droits fondamentaux dans une économie mondialisée de libre marché.

1.

Explorer les formules juridiques qui rendraient progressivement obligatoire le respect des conventions fondamentales de l'OIT tout au long de la chaîne de production pour les entreprises qui fournissent des produits textiles aux administrations publiques. Dans cette logique, il est crucial de travailler en réseau avec l'appui des organisations et syndicats qui connaissent les relations de travail dans les pays producteurs.

2.

Favoriser l'implication progressive des fournisseurs des administrations publiques dans des initiatives multipartites incluant les syndicats et les autres organisations de défense des droits des travailleurs. Pour cela, les pouvoirs publics doivent trouver des formules juridiques permettant de privilégier les entreprises qui vont dans ce sens.

3.

Dans le cadre du contrôle et de la vérification des conditions de travail, s'assurer que les grandes entreprises capables de rédiger des programmes de responsabilité sociale apparemment plus efficaces que ceux des PME ne bénéficient pas d'un traitement de faveur. Nos recherches nous ont appris que la volonté de transparence des PME est bien plus forte que celle des multinationales.

4.



Ce rapport a été réalisé avec le soutien financier de l'Union européenne. Le contenu de ce document relève de la

seule responsabilité de Setem et ne peut en aucune circonstance être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.



Creative Commons License
Networkwear project, 2011

Auteurs :

Albert Sales i Campos¹
Eloisa Piñeiro Orge²

Editeur: Ramon Vives

Design: Elena Ponce

Remerciements pour leurs contributions à la recherche à:

Amarante SETEM, Galicia
Attawassol, Tangier

Traduction française:

achACT – Actions Consommateurs Travailleurs
Place de l'Université, 16
1348 Louvain-la-Neuve
Belgique

www.achact.be

Tél +32 (0)10 45 75 27
achacteurs@achact.be

1. Professeur de Sociologie à l'Université Pompeu Fabra, Collaborateur de la Clean Clothes Campaign depuis 2004. Membre de SETEM Catalogne. Références académiques : <http://www.upf.edu/dcpis/en/pdo/professorate/ASAC.html> . Site internet personnel : <http://albertsales.wordpress.com>

2. Baccalauréat en Science Politique Université de Santiago de Compostela. Travaille dans la coopération au développement depuis 2005.

MADE

MAKING



Coordination:



www.setem.cat



www.networkwear.eu



Ce projet est financé par l'Union Européenne

Partenaires:



Entwicklungspolitisches Netzwerk Sachsen e.V.

